

L'AUTONOME

La revue de la Fédération autonome de l'enseignement



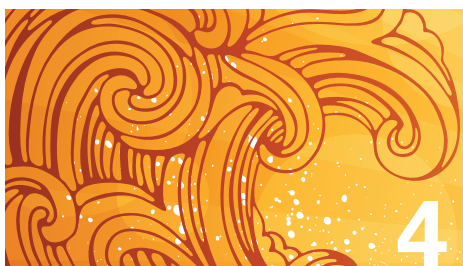
ans de **fierté**

www.
stoppons
lareforme
gc.ca

À faire
la différence,
ensemble!

FAE
FÉDÉRATION
AUTONOME DE
L'ENSEIGNEMENT

TABLE DES MATIÈRES



4



5-7



8-9



10-11



12-13



14



15

DÉPÔT LÉGAL
Bibliothèque et archives Nationales
du Québec, 2011
Bibliothèque et Archives Canada, 2011
ISSN : 1923-5488

RÉDACTEUR EN CHEF
Guy Desmarais

RÉDACTION
Jacques Benoit
Yves Cloutier
Wilfried Cordeau
Guy Desmarais
Armand Dubois
Pierre St-Germain

PHOTOS
Martine Doyon
Dany Parent

RÉVISION LINGUISTIQUE
Sylvie Pelletier

GRAPHISME
Mardigrabe Inc.

IMPRESSION
Imprimerie Philippe Lévesque inc.

La reproduction de cette revue, en tout ou en partie,
est autorisée à condition de mentionner la source.



Cette revue est imprimée sur un papier certifié Éco-Logo, blanchi sans
chlore, contenant 100 % de fibres recyclées postconsommation,
sans acide et fabriqué à partir de biogaz récupérés.

3

MOT DU PRÉSIDENT
Cinq ans déjà !

4

MON ŒIL
Les origines d'une vague...

5-7

LA FAE, CINQ ANS
Jeune, mais déjà incontournable

8-9

LA FAE, CINQ ANS
Une autre école est vraiment possible

10-11

LA FAE, CINQ ANS
Pour faire la différence

12-13

LA FAE, CINQ ANS
Une notoriété enviable

14

JUSTE POUR LIRE
Vers la faillite culturelle
de l'école québécoise

15

BRÈVE

Cinq ans déjà !

Il y a cinq ans, neuf syndicats déterminés à prendre tous les moyens afin de mieux représenter leurs membres quittaient de façon fracassante la FSE-CSQ. C'était là le début d'une aventure enivrante qui marquait la création de la Fédération autonome de l'enseignement. Si nous pouvons parler d'aventure, c'est parce que le projet était audacieux et non pas parce qu'il était irréfléchi. Si certains d'entre nous ont pu douter, l'avenir et nos réalisations démontrent toute la justesse de notre choix.

Les débuts furent bien entendu difficiles. Tout était à construire, sans moyens réels. Il faut à cet égard rendre hommage à celles et ceux qui ont relevé le défi de « l'an un » de notre fédération et ont contribué par leur travail et leur détermination à jeter les bases d'une organisation qui fait maintenant sa marque. Parmi les défis de ce grand départ, il a fallu dès les premiers moments apprendre à travailler ensemble dans un cadre et avec des moyens tout neufs, à arrimer nos expertises locales, mais surtout à inventer et à forger notre expérience collective et nationale.

Fidèles au thème de notre congrès de fondation, nous avons su créer une organisation ancrée à ses membres, où ils ont une voix et une place et où existe une réelle proximité avec les élus. Que ce soit au sein des instances ou dans les nombreux comités statutaires, fédératifs ou politiques, les membres ont la possibilité de prendre part aux débats et d'influencer les orientations de leur organisation.

Un des objectifs des syndicats fondateurs s'exprimait aussi par la volonté de créer une organisation syndicale plus combative. Une organisation proactive qui s'affirme, ose dénoncer et sait proposer. Si notre plateforme pédagogique en est l'exemple le plus significatif, on ne peut passer sous silence la *Semaine pour l'école publique* que nous avons lancée et qui s'est rapidement imposée dans l'univers social et éducatif.

Bien qu'une organisation syndicale existe d'abord et avant tout pour ses membres actifs, la FAE a aussi la préoccupation d'assurer la continuité des liens avec toutes et tous. C'est pourquoi une association des personnes retraitées a été mise sur pied cette année. Là encore, les résultats sont fort encourageants si on en juge par l'engouement de nos retraités à y adhérer. Leur expérience, tant comme enseignants que comme militants, contribue à renforcer l'organisation et profitera à tout le monde.

Si la FAE est encore bien jeune et a encore beaucoup de choses à apprendre, on peut tout de même s'enorgueillir de l'énorme travail abattu et de tous les défis relevés. Les actions réalisées ces dernières années, malgré le peu de ressources disponibles au commencement, démontrent l'incroyable potentiel de notre fédération et permettent tous les espoirs pour l'avenir. Après seulement cinq ans d'existence, la FAE est déjà un acteur incontournable en éducation et dans la société civile. Et, grâce à l'audace et à la mobilisation de nos membres au cours de la négociation de même qu'au sujet de nombreux enjeux sociaux

et politiques, on peut désormais prétendre qu'il existe une autre façon de faire du syndicalisme dans l'enseignement. Une autre façon de porter le message des enseignantes et des enseignants.

LES DÉFIS À VENIR...

Si ce cinquième anniversaire est l'occasion de prendre la mesure de tout le travail accompli et du chemin parcouru depuis juin 2006, il doit également être un moment privilégié de se questionner sur nos pratiques pour faire mieux et pour préparer l'avenir en conservant l'intérêt des membres et de l'organisation comme préoccupation première. Et pour ce faire, la solidarité doit continuer d'être au rendez-vous.

C'est ensemble, uni, que nous sommes forts. Depuis cinq ans, nous en avons fait la preuve au-delà de toutes attentes et de toutes espérances.

Il nous appartient donc, à chacune et chacun d'entre nous, de renforcer cette pensée fédérative, de développer une organisation plus forte que la somme de ses composantes. C'est la clé pour continuer ensemble, de façon autonome, mais surtout pour contribuer à faire de la FAE, une force encore plus grande du mouvement syndical.



Mon eil

Les origines d'une vague...

Au lendemain des élections, Stephen Harper s'est félicité que son gouvernement ait joué un rôle dans la débandade du Bloc Québécois. Comme jovialiste, on aura vu mieux. Mais on pourrait effectivement penser que c'est l'effet de ses politiques et la crainte de celles à venir qui ont encouragé beaucoup de progressistes québécois à délaisser le Bloc pour s'unir aux progressistes du reste du Canada et combattre ensemble ce gouvernement et ses politiques de droite.

Je serais aussi tenté d'ajouter des raisons « morales conjoncturelles » à cette vague NPD au Québec : les scandales qui ont éclaboussé ces dernières années les gouvernements libéral et conservateur, le gouvernement Charest et les administrations municipales (dont celle de Montréal) et qui ont créé un climat social de méfiance par rapport à la chose politique. Les personnes déjà élues ou « expérimentées » ne serviraient-elles pas d'abord leurs petits amis ou leur parti avant l'intérêt public ?

ALORS, TANT QU'À VOTER, POURQUOI NE PAS CHANGER LA MAJORITÉ DE LA GARDE ?

Quant au parallèle entre la vague NPD et celle de l'ADQ en 2007, si ressemblance il y a en

surface, une différence apparaît quand on compare les profils des candidates et candidats des deux formations. « Poteaux » pour « poteaux », ceux de l'ADQ, majoritairement, étaient membres de chambres de commerce, échevins, entrepreneurs, cadres ou chefs d'entreprise, représentants de commerce ou d'assurance, il y avait même le président du Conseil du patronat du Québec de 1998 à 2006. Les néodémocrates élus au Québec sont des représentants dans le milieu syndical, des enseignantes, se disent concernés par l'environnement, par les questions internationales, par la condition immigrante, par les soins de santé publics ; il y a des gens du communautaire, des mères de famille, des ouvriers, des étudiantes, 41 femmes, soit le nombre le plus élevé de tous les partis, des jeunes (même très jeunes) et des retraités, bref, une députation qui ressemble sensiblement au peuple qu'elle dit vouloir représenter.

Et c'est cela qui sera intéressant à observer dans ce qui vient : comment cette députation s'y prendra-t-elle pour ne pas oublier ses origines ?

JACQUES BENOIT

JEUNE, MAIS DÉJÀ INCONTOURNABLE

Par Wilfried Cordeau



Le 7 juin 2006, le tiers des enseignantes et des enseignants du Québec se prononce sur leur appartenance et leur allégeance syndicales. Par voie de référendum, les syndicats membres du « Groupe des neuf » choisissent de créer une nouvelle organisation pour porter leur vision du syndicalisme enseignant. La Fédération autonome de l'enseignement (FAE) voit le jour.

On repart à neuf! Moins de trois semaines après la tenue des référendums confirmant leur désaffiliation de la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE) et de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), soixante-quinze personnes déléguées par les syndicats se réunissent une première fois pour fonder leur nouvelle fédération. « La Fédération est née du pouvoir direct des membres dans leur école. Et c'est ce principe fondateur qui a guidé notre démarche collective et la construction de la FAE depuis cinq ans », explique Denis Letourneau, vice-président à la vie politique.

En effet, dès son tout premier Conseil fédératif, en juin 2006, les syndicats fondateurs jettent les bases de structures originales, transparentes et démocratiques qui permettront à leur nouvelle fédération de rester ancrée à sa base. Ils privilégient notamment un Congrès pour décider des grandes orientations statutaires et politiques, un Conseil fédératif pour veiller à la

réalisation des plans d'action et à la gestion financière de la Fédération, et un Comité exécutif chargé de la gouverne quotidienne de la FAE.

Dès l'année suivante, le Congrès de fondation confirme et enrichit ces orientations. Pour Denis Letourneau : « On souhaitait des mécanismes consultatifs et décisionnels qui permettent non seulement de recueillir l'opinion et les idées des membres qui sont sur le terrain, mais aussi de susciter les débats, de stimuler leur réflexion et de les amener à se solidariser et à se mobiliser pour améliorer leurs conditions de travail. »

PAS DE DÉMOCRATIE SANS DÉBATS, PAS DE DÉBATS SANS DÉMOCRATIE

En complément de ces structures représentatives, plusieurs comités, réseaux et groupes de travail ont été mis en place pour favoriser, au sein de la Fédération, la





participation des membres aux travaux et aux débats. En plus des dizaines de représentants qui siègent aux instances statutaires, pas moins d'une centaine d'enseignantes et enseignants ont ainsi pu s'impliquer, au cours de l'année 2010-2011, dans l'un ou l'autre de ces groupes qui donnent corps et vie à la FAE. « Le pari de la démocratie est toujours audacieux, car il implique un certain partage du pouvoir et des idées avec de nombreuses personnes. Cela nécessite aussi l'aménagement de balises, de mécanismes et de ressources adéquates pour assurer l'équilibre et le respect des opinions, et pour y donner suite. Mais, comme la démocratie, le débat est fondamental dans notre fédération. On peut dire que ces deux valeurs font partie du code génétique de l'organisation que

nos membres ont voulu fonder. En fin de compte, c'est une expérience plus enrichissante et plus équitable, notamment parce qu'elle donne la chance à n'importe quel membre, peu importe son expérience, son statut d'emploi, sa région ou son âge d'apporter une contribution concrète et positive. C'est ce qu'on voulait : si une enseignante ou un enseignant a le goût de s'impliquer, a le goût de se battre et de faire une différence, il y a une place qui l'attend. »

BIEN PLUS QU'UNE AFFAIRE DE STRUCTURES

Au-delà des structures établies par les statuts, les choix politiques et la culture organisationnelle, la démocratie syndicale instaurée à la FAE a également pris forme dans

le contenu des débats qui y sont menés. Et ce second aspect nécessite également une attention particulière, comme le souligne Denis Letourneux : « La démocratie, ça s'organise, mais ça se stimule également, ça doit prendre vie. Donc, d'abord on a mis en place des structures, à travers nos instances délibérantes, en assurant une certaine représentativité, et grâce à nos nombreux comités et groupes de travail, on s'est assuré d'y mener des débats importants. Maintenant que ces structures fonctionnent et sont dynamiques, on se concentre davantage sur divers programmes pour soutenir la participation, renforcer les débats et favoriser la mobilisation qu'on pense par exemple au déploiement de notre plan d'éducation et de formation syndicales ou à notre programme d'intégration syndicale, ou aux nouveaux moyens et stratégies de communication ou encore à la revue *L'Autonome*. Parce que, selon nous, une structure démocratique, pour qu'elle soit vive et en santé, doit être dynamisée par la circulation de l'information et stimulée par de nouvelles pistes de réflexion. C'est comme ça que naissent et s'animent les débats. Donc, si on veut une fédération démocratique durable, on doit veiller à la santé tant du contenant que du contenu. »

UNE APPROCHE SOCIALE ET POLITIQUE DE L'ÉCOLE

Lors de la campagne de désaffiliation du printemps 2006, on avançait qu'une organisation autonome permettrait l'expression réelle de



2007



2008

leur combativité et de leurs pratiques syndicales, ce qui n'était plus possible à la FSE.

« Depuis le sommet socioéconomique de 1996, où le gouvernement a voulu faire endosser aux organisations syndicales sa politique de déficit zéro, il était devenu de plus en plus difficile, pour plusieurs d'entre nous, de nous faire entendre et de dénoncer certaines dérives politiques et économiques du gouvernement. La désaffiliation nous a entre autres permis de nous doter de notre propre voix pour revendiquer non seulement une société plus juste et plus équitable, mais aussi une école plus viable, plus humaine et rassembleuse ainsi que des conditions de travail respectueuses des enseignantes et enseignants et de leur autonomie professionnelle », précise le vice-président à la vie politique.

Dès la première année, la FAE s'affirme et se démarque par ses idées et orientations politiques dans d'importants dossiers comme celui de la réforme, des élèves en difficulté, de la formation professionnelle ou encore de la gouvernance scolaire. Mais le caractère combatif de l'organisation se traduit également par la dénonciation systématique de l'entreprise de démantèlement des services publics.

LA DÉFINITION D'UN MODÈLE SYNDICAL

« La marche néolibérale ne s'est pas arrêtée parce que la FAE est née. Au contraire, les menaces ont continué de peser sur l'école, sur la démocratie, sur les droits des femmes, sur l'environnement et sur les services publics,

qu'on pense, à ce moment-là, au premier dégel des droits de scolarité du gouvernement Charest, au bâillonnement de la maison d'édition Écosociété, au scandale de l'îlot Voyageur dont la facture allait être refilée aux profs, au personnel et aux étudiants de l'UQAM. Il nous a fallu réagir vite pour affirmer nos valeurs et appuyer nos alliés de la société civile, dont plusieurs nous ont soutenus dans notre bataille contre la réforme ou lors de notre première négociation nationale », déclare Denis Letourneau.

Cet appétit pour la défense du bien commun, la FAE le doit, très tôt, à une conception globale de la société. Pour le vice-président : « On peut difficilement dissocier un système d'éducation de la société dans laquelle il évolue, et à laquelle il prépare les jeunes et les adultes. La pauvreté, les problèmes de santé, les inégalités sociales, les injustices, les déficits démocratiques ont un impact indéniable sur la manière de faire l'école, et celle-ci est là pour endiguer les maux de la société. En tant qu'enseignantes et enseignants, on se doit de faire des liens entre tous ces enjeux et favoriser la convergence des luttes sociales et démocratiques. »

Défi de taille pour une organisation naissante, concède-t-il. « Auparavant, c'est plutôt la centrale qui se préoccupait de ce front-là. Mais en devenant une fédération indépendante, on a vite pris conscience qu'il fallait nous doter des outils nécessaires pour développer une lecture commune et durable de la société et des forces qui la menacent, et affirmer notre solidarité et notre combativité dans les luttes sociales. » C'est pourquoi, dès le printemps 2008, d'importants débats



politiques ont été engagés avec les membres, qui ont, entre autres, mené à l'adoption de la Déclaration de principes lors du II^e Congrès. « Elle est fondamentale pour notre action syndicale, car elle définit les valeurs qui nous rassemblent et doivent guider nos analyses, nos prises de position et les causes dans lesquelles nous nous engageons. Ce texte traduit surtout notre vision d'un syndicalisme autonome et combatif, et le Congrès nous a confié la tâche d'en faire une réalité », ajoute le vice-président à la vie politique.

Cette vision, la Fédération travaille sans relâche à sa promotion. Appuyant sans réserve les travailleuses et travailleurs en lutte de Pétro-Canada, du *Journal de Québec* ou du *Journal de Montréal*, elle s'est aussi préoccupée du recrutement militaire dans les écoles secondaires et de la protection de la langue française, de l'avenir du financement de la Fédération des femmes du Québec, du démantèlement des services publics, par exemple. « Depuis cinq ans, notre présence dans les débats et dans la rue s'accroît, se diversifie et s'avère de plus en plus reconnue. Surtout, elle favorise la solidarité tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de nos rangs. En fin de compte, grâce à la participation et à la vigilance de nos membres, un certain projet de société prend forme à travers notre modèle syndical, et cela devrait pouvoir permettre à la FAE de continuer à faire sa marque au sein de la société civile québécoise et, qui sait, dans l'histoire du mouvement syndical », conclut Denis Letourneau.

La **puissance**
DE NOTRE
VOIX
CONGRÈS 27, 28, 29 ET 30 JUIN 2010
FÉDÉRATION AUTONOME DE L'ENSEIGNEMENT
www.lafae.qc.ca



2010

UNE AUTRE ÉCOLE EST VRAIMENT POSSIBLE

Par Guy Desmarais



Dès sa création, la FAE réclame l'arrêt de l'implantation de la réforme de l'éducation afin d'y apporter rapidement des correctifs fondamentaux. Avec la mise sur pied de la coalition « Stoppons la réforme » puis l'adoption de sa plateforme pédagogique intitulée « Une autre école est possible », la FAE mène la lutte et propose de véritables solutions pour l'école québécoise.

Réportons-nous à l'automne 2006. Le ministre de l'Éducation de l'époque, Jean-Marc Fournier, lance une grande opération de charme pour tenter de convaincre le grand public que le renouveau pédagogique a mis l'école sur la bonne voie et que seuls quelques ajustements mineurs sont nécessaires afin d'en assurer le bon fonctionnement. Son optimisme tranche singulièrement avec ce que les enseignantes et enseignants vivent pourtant dans les écoles. Comme le souligne Sylvain Mallette, vice-président à la vie professionnelle : « Il faut se souvenir de la confusion qu'entretenait délibérément le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) à propos de l'application de la réforme. Il y avait un important travail d'information à faire auprès de la population, mais aussi auprès des membres qui, bien souvent, ne parvenaient plus à distinguer ce qui en relevait ou non. La réforme scolaire constitue un imbroglio pédagogique sans précédent. Toutes les tergiversations qu'elle a provoquées ont été source de conflits et de confusion, ont démobilisé un grand nombre d'enseignantes et d'enseignants et ont détourné les forces vives de leur mission première que nous estimons être la transmission des connaissances. »

La mise sur pied de la coalition « Stoppons la réforme », qui constitue l'une des premières opérations publiques d'envergure menée par la jeune FAE, permet de diffuser une information critique au sujet du renouveau. « Mais elle permet aussi de fédérer l'opposition à la réforme et en interpellant la classe politique, à porter le débat sur la place publique. »

Les efforts pour obtenir des modifications majeures à la réforme allaient conduire la Fédération, en octobre 2007, à la création d'un groupe de travail ayant pour mandat d'élaborer

une plateforme pédagogique. « Il faut, ici, souligner l'ampleur de l'exercice démocratique qui a été réalisé. La Fédération a organisé une première phase de consultation à laquelle ont participé plus de 3600 enseignantes et enseignants. Au cours de la seconde phase de consultation, qui a permis de consolider les orientations identifiées, plus de 4400 membres ont répondu à l'appel. Sans crainte de se tromper, on peut affirmer que la plateforme pédagogique représente le projet que les enseignantes et enseignants ont élaboré pour changer la réforme. » Dans les faits, elle constitue une véritable solution de remplacement à la dérive idéologique imposée par la réforme de l'éducation entamée il y a une dizaine d'années.

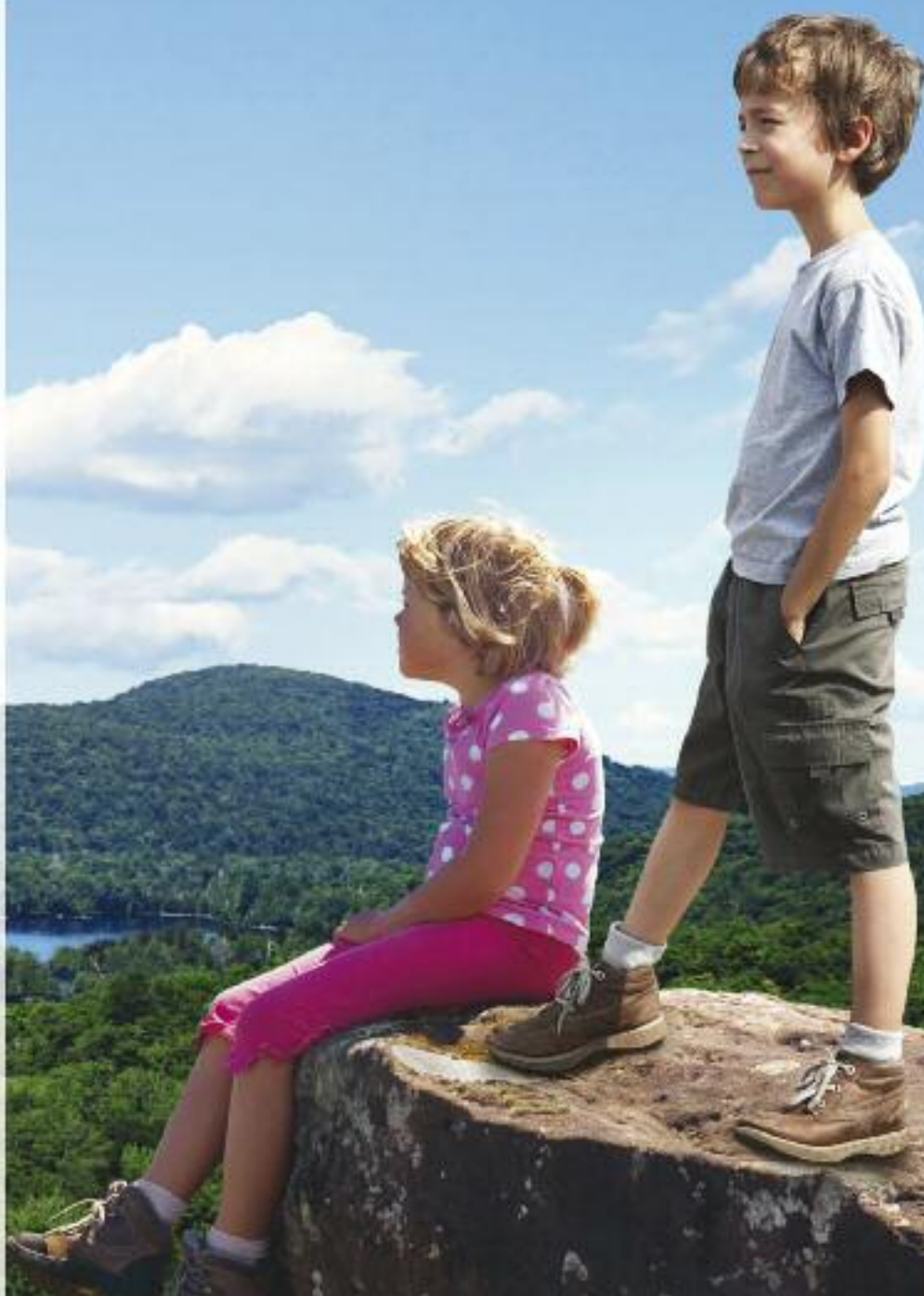
« Le modèle que nous avons élaboré à partir de la pratique quotidienne des enseignantes et enseignants constitue une solution rassembleuse. La plateforme pédagogique reflète aussi l'importance que la population québécoise accorde à une instruction publique de qualité. Chose importante à noter, les propositions explicitées dans la plateforme ne constituent pas une opposition systématique à la réforme ou encore un autre carcan idéologique. C'est un modèle pédagogique qui est adaptable, souple et évolutif. La plateforme rétablit clairement la primauté des connaissances, ce que nous appelons des "savoirs", sur les compétences. Mais elle reconnaît aussi l'importance de la qualification, c'est-à-dire le "savoir-faire", et de la socialisation, le "savoir-être", en leur accordant une place spécifique selon les matières et les niveaux d'apprentissage. »

La plateforme pédagogique apporte des réponses concrètes au sujet des programmes de la formation générale des jeunes, de l'éducation des adultes et de la formation professionnelle, en passant par l'autonomie

professionnelle, par l'évaluation des apprentissages, par la formation des maîtres et les élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage. Elle présente une école qui mise sur l'apprentissage de connaissances, où enseigner devient noble, et où s'instruire constitue la clef pour devenir un individu plus autonome et un citoyen responsable. Parmi les propositions de la plateforme pédagogique, on retrouve, entre autres, le retour aux connaissances dans les programmes, un ajustement de l'évaluation des apprentissages (contenu de l'évaluation, notes, moyenne, bulletin, règles de passage, etc.), l'annualisation du contenu et de l'évaluation des apprentissages, le maintien de classes spécialisées ainsi que l'intégration de mesures de soutien tant pour le personnel enseignant que pour les élèves.

« En misant sur les connaissances, non seulement nous défendons l'idée de l'effort nécessaire à toute découverte, mais nous rappelons que l'enseignement est un acte de transmission fondateur, tant sur le plan humain que social. Un acte qui se situe bien au-delà, par exemple, de l'utilisation d'outils ou d'instruments permettant d'accéder sans effort à une quantité vertigineuse d'informations. Enseigner est un acte à la fois universel et particulier qui repose en grande partie sur l'autonomie professionnelle des enseignantes et enseignants. La classe n'est pas un laboratoire pour faire des expériences, mais un lieu pour tirer parti de l'expérience, celle qui fait appel au talent et au potentiel créateur des enseignantes et enseignants. »

Une autre école est vraiment possible ! Et notre plateforme pédagogique, expression éloquente de la force de l'action syndicale, militante et autonome, s'affiche comme une option porteuse d'avenir et d'espoir.



POUR FAIRE LA DIFFÉRENCE

Par Guy Desmarais



Faut-il le rappeler : si la discorde couvait depuis plusieurs années au sein de la Fédération des syndicats de l'enseignement de la Centrale des syndicats du Québec (FSE-CSQ), à cause de son soutien à la réforme et de l'ajout de cinq heures à la charge de travail dans le dossier de l'équité salariale, ce sont les manquements au processus démocratique lors de la négociation de 2005 qui ont poussé le « Groupe des neuf » à se désaffilier.

Selon Christian St-Louis, vice-président aux relations du travail : « Le décret gouvernemental du 15 décembre 2005 est la goutte qui a fait déborder le vase. Le Conseil fédéral de la FSE voulait accélérer les choses et passer par-dessus les assemblées locales pour entériner l'inacceptable. Pour nous, c'était là une entorse intolérable à nos principes et à nos pratiques démocratiques. Nous avons quitté la FSE en promettant à nos membres plus de transparence. Il était donc impératif, lors de sa première négociation nationale en 2010, que la FAE mette tout en œuvre pour assurer un processus clair et démocratique qui garantirait aux membres un maximum d'influence sur le choix des enjeux, des batailles et des priorités de la négociation. »

Cette volonté s'est traduite par la mise en place de structures pour gouverner la négociation lors du Congrès de 2008. Elle s'est aussi manifestée dans le premier geste de la négociation qui fut de lancer une large consultation auprès de l'ensemble des membres. « L'approche dite de la "page blanche", où tout était ouvert, était tout un pari, mais elle était le juste reflet de notre volonté d'assurer aux membres un rôle prépondérant dans leur négociation. Pour la première

fois de leur carrière, les enseignantes et enseignants pouvaient exprimer leurs idées et revendications, et même, s'ils le désiraient, revoir de A à Z l'ensemble de leurs conditions de travail. Bien sûr, nous avons la tâche collective de confronter et d'arrimer le tout à la réalité des relations du travail, mais l'exercice fut des plus mobilisateurs et il nous a permis d'avoir l'heure juste quant aux attentes de nos membres et aux problèmes qu'ils vivent. »

Le 28 octobre 2009, pour la première fois de sa jeune histoire, la Fédération déposait ses demandes en vue du renouvellement de la convention collective des 32 000 enseignantes et enseignants qu'elle représente. Directement issu de la consultation des membres et des décisions prises démocratiquement en Conseil fédératif de négociation (CFN), son dépôt se distingue également par le fait qu'il repose sur une vision cohérente et constructive de ce que doit être l'instruction publique exprimée dans la plateforme pédagogique *Une autre école est possible*. Il fait le lien entre les conditions de travail et les conditions d'apprentissage des élèves. « Nous pouvons être fiers de notre démarche et de la qualité de ce premier





Le 8 juin 2010 plus de 15 000 enseignantes et enseignants membres de la FAE marchaient dans les rues de Montréal.

dépôt FAE qui nous ont permis d'établir les jalons essentiels d'une négociation sérieuse pour améliorer les conditions d'enseignement et la qualité de l'éducation. »

31 MARS RÉGLERA, RÉGLERA PAS ?

Dès l'amorce de cette négociation, le gouvernement ainsi que les organisations syndicales associées au Front commun s'étaient donnés pour mission de s'entendre rapidement, si possible avant le 31 mars. Refusant de subordonner la négociation des membres à cet objectif, la FAE a plutôt choisi de prendre le temps de négocier. « Il faut dire que, malgré toutes les annonces d'intensification des discussions et autres "blitz" de négociations, à toutes les tables, les pourparlers avançaient à pas de tortue. Il était hors de question pour la FAE de faire une négociation à la sauvette sans qu'une question aussi importante que la tâche des enseignantes et enseignants soit abordée. Notre objectif a toujours été d'obtenir une entente négociée acceptable, pas de conclure le plus rapidement possible. » Toutefois, toutes les organisations ne partagent pas cette approche ! À la mi-avril, une première entente

sectorielle est annoncée. Avant la fin du mois de mai, plusieurs autres groupes complètent leur négociation. Le 28, c'est au tour de la FSE-CSQ d'annoncer la ratification d'une entente de principes. Au cours des deux semaines qui suivent, toutes les organisations syndicales, à l'exception de la Fédération interprofessionnelle du Québec (FIQ) et de la FAE, s'entendent avec le gouvernement. La négociation doit se poursuivre.

ET PAR UNE MAGNIFIQUE JOURNÉE DE JUIN

À la table de négociation, la partie patronale assure que c'est l'entente intervenue avec l'autre groupe d'enseignantes et enseignants qui servira de base à tout règlement avec la FAE. Une magnifique journée de juin va cependant inciter les représentants patronaux à revoir leur position et à se mettre réellement en mode négociation avec la FAE. « On ne le soulignera jamais assez : la journée de grève du 8 juin marque le tournant de notre négociation ! Le message sans équivoque, livré par plus de 15 000 enseignantes et enseignants venus manifester devant les bureaux montréalais du premier ministre, s'est

frayé un chemin jusqu'à la table de négociation. À partir de ce moment, la partie patronale se montre ouverte à un règlement distinct pour la FAE. C'est clair que la détermination des enseignantes et enseignants a soutenu l'équipe de négociation. Même si elle s'est révélée ardue, nous avons réussi à conclure notre première négociation. Bien sûr, toutes nos demandes n'ont pas été reçues et il reste encore beaucoup à faire. Mais en dépit du contexte, nous avons réussi à faire des gains significatifs pour les enseignantes et enseignants de l'ensemble des secteurs. C'est la première entente de l'histoire de la FAE ; elle est non seulement distinctive, mais également satisfaisante, et place avantageusement notre organisation en prévision de la prochaine négociation » de souligner Christian St-Louis.

Au terme de la première négociation de son histoire, les enseignantes et les enseignants membres de la FAE peuvent ressentir une fierté bien légitime. Leur fédération s'est imposée comme une organisation incontournable avec qui le gouvernement devra désormais composer. Mais plus encore, cette première négociation s'est réalisée dans le plus grand respect des règles démocratiques que la FAE s'est données.

UNE PRÉSENCE SOUTENUE

UNE NOTORIÉTÉ ENVIABLE

Par Armand Dubois



Depuis cinq ans, la FAE s'est imposée sur la place publique. Malgré son jeune âge, elle est rapidement devenue un acteur incontournable en éducation qui se démarque et s'impose par ses prises de position.

Qu'on n'en doute pas! Les médias jettent un regard plus qu'attentif aux faits et gestes de la FAE. La lutte menée contre la réforme, en plus de fonder l'action de la Fédération quant à la défense de l'éducation et la promotion de l'École publique, a clairement assis sa crédibilité auprès des journalistes affectés à la couverture du monde de l'éducation et a contribué à sa notoriété. À cet égard, la *Semaine pour l'école publique* (SPEP) a directement contribué par son rayonnement médiatique à lui donner une grande visibilité. Partout au Québec, les nombreuses entrevues radiophoniques de la porte-parole de la SPEP, Claire Pimparé, ont permis de sensibiliser la population au travail remarquable des enseignantes et enseignants et à la nécessité de défendre et de valoriser l'École publique.

La présence publique de la Fédération s'illustre également par la diffusion des résultats de nombreuses études qui ont retenu l'attention des médias. Ce fut notamment le cas pour l'analyse menée par

M^{me} Nathalie Houlfort de l'École nationale d'administration publique (ÉNAP) sur la détresse psychologique des enseignantes et enseignants, de même que pour l'étude sur l'analyse des coûts réels du financement public des écoles privées ou encore pour l'exposé que la FAE a fait de la violence vécue par les profs. Le même constat s'applique aux nombreux sondages attestant de l'appui de la population aux positions et aux revendications de la Fédération en lien avec la négociation ou, plus récemment, sur la question du soutien à apporter aux élèves en difficulté.

La Fédération s'assure également d'une présence dans les médias par le biais de placements publicitaires dans les journaux nationaux, dans les hebdomadaires régionaux et dans de nombreuses revues spécialisées. En plus des messages positionnels qui contribuent à accroître sa notoriété, elle lance régulièrement des campagnes publicitaires sur des dossiers prioritaires. La vaste campagne en lien avec l'intégration des élèves en difficulté ou en difficulté d'adaptation



Conférence de presse pour le lancement de la coalition « Pour une intégration réussie », mars 2011.

ou d'apprentissage (EHDA) a d'ailleurs connu un succès remarquable et a participé à alimenter le débat sur l'actuel modèle d'intégration de ces élèves. À ce chapitre, la FAE a, une fois de plus, assumé un leadership dans l'intérêt public, en étant à l'origine de la coalition « Pour une intégration réussie » à laquelle se sont joints d'importants partenaires dont, entre autres la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ) et l'Association des pédiatres du Québec. Là aussi, la FAE a eu droit à une large couverture médiatique et même à des éditoriaux favorables des grands journaux tels que *Le Devoir*, *La Presse* et *Le Soleil*.

Les journalistes affectés à l'éducation ont maintenant le réflexe de vérifier la position de la Fédération chaque fois qu'il y a une question importante qui émerge dans ce domaine. Nos critiques sur l'implantation du nouveau bulletin suscitent le même intérêt. Et que dire des prises de position sur la tarification des services publics, sur les énoncés budgétaires gouvernementaux ou sur le conflit qui a perduré au *Journal de Montréal*.

Autant d'éléments permettent d'affirmer, non sans fierté, que la FAE maintient une présence soutenue sur la place publique pour défendre activement le bien commun. Comme résultat, elle obtient une notoriété enviable. Pas mal pour une organisation qui n'a que cinq ans!



Campagne « Touche pas à mon prof », printemps 2010.



Campagne EHDA, 2011.



La Semaine pour l'école publique, automne 2009.



Publicité positionnelle.

Vers la faillite culturelle de l'école québécoise

Par Wilfried Cordeau

On finit par l'oublier, mais comme toute réforme, une réforme de l'éducation est un objet hautement politique. C'est notamment ce que nous rappellent plusieurs des auteurs ayant contribué au collectif *Promesses et ratés de la réforme de l'éducation au Québec* paru sous la direction du Centre de recherche interuniversitaire sur la formation et la profession enseignante (CRIPFE).

D'abord, une réforme est le fruit d'une négociation entre les revendications de nombreux groupes aux intérêts aussi variés que contradictoires. Ensuite, elle est un plan qui structure et distribue les rôles entre les acteurs et les institutions autour d'une certaine vision de la société. L'éducation, et plus particulièrement l'école, en tant que levier incontournable de cette société, doit s'échafauder et se développer autour de cette vision. Et, afin d'y faire accéder et participer chaque individu, elle doit assurer la transmission d'un bagage culturel large et durable qui constitue l'apanage de « l'activité éducative ».

Ainsi attachés à cette conception sociale de l'école, les auteurs accordent une attention particulière au contenu et au legs culturels de la réforme. S'attardant principalement au discours officiel, ils comparent les attentes et promesses émises au gré des divers groupes de travail, consultations et rapports réalisés au cours des années 90 aux politiques éducatives mises de l'avant par le gouvernement au tournant du millénaire.

Alors qu'au sortir des États généraux sur l'éducation, une refonte des curriculums en vue d'un rehaussement culturel des contenus faisait consensus, l'objectif de la réussite pour tous fut finalement imposé politiquement, ouvrant la voie à une réforme de la pédagogie. En ont découlé un changement radical de paradigme (enseignement vs apprentissage) et un glissement vers le modèle de l'approche par compétence qui seraient à l'origine des

nombreux écarts, contradictions et écueils avec les intentions originales de la réforme réclamée. Le plus frappant étant l'adhésion du ministère lui-même à un cortège de théories non établies scientifiquement ou empiriquement, pourtant érigées en idéologie quasi étatique. Même la mutation éditoriale des revues *Virage et Vie pédagogique*, organes officiels du ministère, témoigne de ce qu'on nomme une « théorie dominante et hégémonique de l'apprentissage ».

Sur le plan culturel, malgré toutes les retouches et tous les ajustements apportés à la réforme, il semble que l'écueil soit de taille. En effet, les outils développés par le ministère, résolument trempés dans le socioconstructivisme, seraient à l'origine de certaines déviations qui font que la réforme ne peut répondre aux attentes qu'elle a suscitées. Entre autres, la métamorphose du rôle de l'enseignant, la transformation de la relation entre l'élève et les savoirs et le détournement de certaines matières au profit d'un flou artistique ou d'un vide culturel seraient

incompatibles avec l'impérative transmission du patrimoine culturel dévolu à une école entendue comme unité de structuration sociale. Dans sa dérive culturelle, la réforme aurait alors emporté le projet social qu'on voulait lui imprimer.

Ainsi détournée de son sens, de son contenu et de ses moyens, l'école changerait malgré elle de finalité. Elle mènerait ni plus ni moins à la formation de personnes non pas autonomes au sens d'une volonté et d'une démarche collectives, mais au sens d'un individualisme fonctionnel. En somme, l'école n'aurait plus pour « fonction sociale » de semer les germes d'une société appelée à être transformée par ses forces internes (citoyens critiques et solidaires), mais à semer les outils d'adaptation d'une société soumise à des forces externes insaisissables (mondialisation, TIC, etc.) auxquelles il faut s'adapter sans résister. L'activité éducative s'inscrit désormais dans l'utilitarisme.

Malgré une démonstration parfois complexe et sinueuse, l'ouvrage a le mérite de traduire l'inquiétude profonde de plusieurs universitaires face aux prétentions de la réforme et, souhaitons-le, de briser l'omerta qui règne dans les facultés de sciences de l'éducation. Car, même avec rigueur et méthode, les auteurs ne sont pas tendres à l'endroit de certaines des dérives les plus importantes de la politique gouvernementale en éducation, ni de certains groupes qui en font la promotion au nom d'une expertise dont la principale contribution sociale fut probablement de détourner de la sphère publique un objet politique aussi légitime que les attentes d'une société envers son système d'éducation.



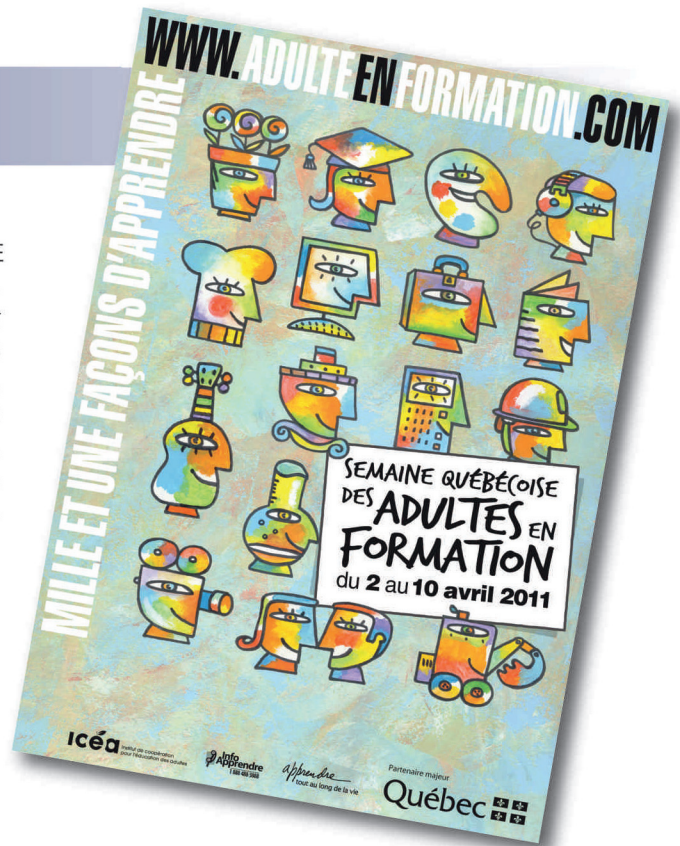
MELLOUKI, M'hamed, sous la direction de, *Promesses et ratés de la réforme de l'éducation au Québec*, Les Presses de l'Université Laval, 2010.

BRÈVE

À l'occasion de la *Semaine québécoise des adultes en formation*, la FAE a tenu la 3^e édition du concours « La persévérance a aussi un visage ». Ce concours permet aux enseignantes et enseignants de proposer la candidature d'une ou un élève se démarquant par sa persévérance dans le cadre de son parcours de formation, que ce soit à la formation générale, à l'éducation des adultes, à la formation professionnelle, à la formation en milieu carcéral, en francisation, ou de la formation à distance. Cette année, les lauréats sont : Mesdames Arevik Hurgenov Gukasyant, Danielle Raymond, Chantal Vandelac et Marlène Brûlé ainsi que Monsieur Maxime Champagne.



Nos **SINCÈRES FÉLICITATIONS**
à **CHACUNE ET CHACUN.**



Des rabais exclusifs : c'est réglé.



Profitez de 10 % de rabais additionnels sur vos assurances automobile, habitation et véhicules récréatifs.

Obtenez une soumission :
1 866 987-0797 • lacapitale.com



Demandez une soumission et courez la chance de gagner un voyage d'une valeur de **7 500 \$**
Détails et règlement sur lacapitale.com/concoursgrupe

La Capitale
Assurances générales

Cabinet en assurance de dommages



Projet de convention

Mon école, je l'aime publique!

ENSEIGNANTS ET ENSEIGNANTS ENGAGÉS
Ensemble pour faire la différence

www.
**stoppons
la réforme**
.qc.ca

5 ans de fierté

À faire la différence, ensemble!

